Sauver la planète : un changement de mentalité est indispensable

Partage international n° 289 – Septembre 2012

Question : Que se passe-t-il lorsque la marchandisation est appliquée à la nature ? Réponse : La nature ne nous appartient plus. Notre planète est en train d'être privatisée et de nous être revendue. Les ressources naturelles sont considérées comme une source de profit, du moins pour certains. La nature est exploitée au service de notre avidité ; l'aliénation de la Terre Mère s'ensuit et la notion de gestion collective des biens communs s'efface au profit d'un sentiment d'ayant droit.

En outre, il semble que nous, l'humanité, ayons largement perdu le contact avec la réalité et le monde naturel. La Grande-Bretagne ne fait pas exception et selon George Monbiot, journaliste au *Guardian,* la marchandisation de l'environnement est assez avancée au Royaume-Uni.

« Le Royaume-Uni s'est doté d'un comité du capital nature, un groupe de travail sur les marchés des écosystèmes, et d'un nouveau lexique révélateur. Nous ne parlons plus de la nature : désormais l'expression appropriée est « capital naturel ». *Les processus naturels sont devenus des* « services écosystémiques », *comme s'ils n'existaient que pour nous servir. Collines, forêts et bassins versants des rivières sont maintenant des* « infrastructures vertes », *tandis que la biodiversité et les habitats sont des* « classes d'actifs » *au sein d'un* « marché des écosystèmes ». *Tous se verront attribuer un prix, tous deviendront échangeables »,* explique George Monbiot dans un article récent : *Au nom de la sauvegarde du monde naturel, les gouvernements sont en train de le privatiser.*

Les entreprises traitent encore le monde naturel comme s'il ne valait rien. En établissant une tarification à la nature et en intégrant ces coûts dans le prix de revient des biens et services, on crée une incitation économique pour sa protection …. Le groupe de travail Marché des écosystèmes évoque « le potentiel de croissance des marchés de la nature – de l'ordre de milliards d'euros à l'échelle mondiale ».

G. Monbiot demande : *« Marchandisation, croissance économique, prélèvements financiers, pouvoir des entreprises : ne seraient- ce pas justement ce qui provoque la crise de l'environnement ? Maintenant, on nous affirme que pour sauver la biosphère nous en aurions encore plus besoin. »*

G. Monbiot remarque que si l'on commence à payer pour des *« services écosystémiques »,* cela conduira à encore davantage de privatisation : *« Le gouvernement a déjà commencé à décrire les propriétaires terriens comme des « fournisseurs » de services écosystémiques, comme s'ils avaient créé la pluie, les collines et les rivières et la faune qui les habite. Ils doivent être payés pour ces services, que ce soit par le gouvernement ou par les « utilisateurs ».*

« Mais cela ne s'arrête pas là, poursuit G. Monbiot, expliquant la rapidité avec laquelle la marchandisation s'est répandue dans le monde de la nature. *Une fois qu'une ressource a été transformée en marchandise, les spéculateurs et les négociants interviennent. Le groupe de travail Marché des écosystèmes parle maintenant de mobiliser l'expertise financière de la City afin d'évaluer la manière dont ces flux de revenus mixtes et ces titrisations améliorent le retour sur investissement d'une obligation environnementale. Cela donne une idée de l'avancée du processus et du charabia qu'il a commencé à générer. »*

Pendant que la nature est marchandisée, nos droits démocratiques s'érodent. *« Nous ne serons plus en mesure de faire valoir qu'un écosystème ou un paysage doit être protégé parce qu'il nous émerveille et nous procure du plaisir ; on nous répondra que sa valeur intrinsèque a déjà été calculée et, sans doute, qu'il se révèle être d'une valeur moindre que les autres utilisations qui pourraient être faites de ce territoire. Le marché aura parlé : fin du débat… Les gouvernements n'auront pas besoin de réguler, le marché prendra les décisions que les politiciens ont esquivé. Mais le commerce est un maître capricieux, et ne répond à personne, sauf à ceux qui ont de l'argent. L'évaluation du prix et la vente de la nature représente un nouveau transfert de pouvoir vers les entreprises et les très riches. »*

Nous permettons, ou participons à la privatisation de

notre planète – comme s'il s'agissait d'une entreprise. George Monbiot indique que le groupe de travail du gouvernement parle déjà de *« dégroupage »* des services écosystémiques, un terme emprunté aux privatisations passées. *« Cela peut présenter un intérêt financier, mais cela n'a aucun sens écologique. Plus nous en apprenons sur le monde naturel, plus nous découvrons que ses fonctions ne peuvent être dissociées sans risque… Si nous laissons la discussion se déplacer des valeurs à la valeur – de l'amour à la cupidité – nous cédons le monde naturel aux forces de destruction. »*

Sources : The Guardian, G.-B. ; www.monbiot.com
Thématiques : environnement
Rubrique : La voix de la raison